

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la cérémonie inaugurale de la 8ème session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole, Paris, Palais de l'Unesco, lundi 22 octobre 1984.

Monsieur le président,

- messieurs les gouverneurs,
- mesdames et messieurs les ministres,
- monsieur le directeur général,
- mesdames et messieurs,
- Laissez-moi vous dire le plaisir que j'éprouve à m'adresser à vous, ici à Paris, au siège d'une organisation qui joue un rôle si grand dans le développement : je veux dire, l'Unesco. Je ressens votre présence comme un honneur pour mon pays puisque c'est la première fois depuis que le FIDA existe, que son assemblée générale se tient ailleurs qu'à Rome où se situe son siège. Vous êtes réunis pour dresser le bilan et tracer les perspectives d'action de votre organisation dans son domaine propre d'intervention, le développement rural, dont chacun sait le caractère vital pour l'avenir du monde. Et je voudrais ici vous livrer les réflexions que m'inspire cette rencontre.
- D'abord, je saisis cette occasion pour rendre un hommage particulier et solennel au premier président du FIDA, M. Al Sudeary, dont le mandat prend fin maintenant. Par son dynamisme, par sa détermination, il a su faire du FIDA une organisation irremplaçable au service de la lutte contre la famine. Plus soucieux de réalisations concrètes que de programmes abstraits, il a su reconnaître le rôle clé des paysanneries et leur donner plus de moyens d'agir sur leur propre destin. Il s'agit là d'une oeuvre toute de patience et d'attention que vos travaux, mesdames et messieurs, contribueront à renforcer.

A un moment où le dialogue Nord-Sud marque le pas, où s'accumulent les tragédies, il est important de démontrer que la lutte contre la pauvreté et la faim est possible, à condition d'agir sur les structures du monde rural.

- Le FIDA a su jusqu'ici concentrer ses moyens pour venir en aide aux populations les plus démunies, dans les pays les plus pauvres, en intégrant tous les aspects du développement - formation, recherche, vulgarisation, financement, organisation de débouchés.
- Parmi ces 136 projets, ceux du FIDA, quelques-uns méritent plus particulièrement d'être cités. Je pense aux programmes de soutien à 100000 paysans du Népal, aux 200 pêcheurs de cette coopérative de pêche qui a augmenté substantiellement la production de poissons de Djibouti. Je pense à ce projet sur les hauts plateaux Malgaches où 50000 familles verront leur niveau de vie transformé : la liste est longue.
- Mais cela ne suffit pas car une crise alimentaire sans précédent ébranle toutes les sociétés du sud, y compris celles qui, jusqu'à présent, paraissaient pouvoir demeurer à l'abri du fléau. On voit ainsi se développer en Amérique latine, en Asie et surtout en Afrique, la malnutrition. Dans ce dernier continent, la production agricole par tête diminue de 1,4 % par an depuis quinze ans et partout menace l'avancée du désert. Le temps travaille contre les hommes. Chaque année, 15 millions d'hectares sont détruits par le sable.
- Des paysans de plus en plus nombreux, exploitent des ressources naturelles de plus en plus

limitées. L'équilibre millénaire entre l'homme et la nature se trouve bousculé, bouleversé, avec pour sanctions l'érosion, le déboisement, je le disais, la désertification, et pour finir, la baisse rapide du potentiel de production. Dans le même temps s'accroissent les instabilités. Les cours des matières premières oscillent au gré d'un marché sans règle, entraînant dans leur danse infernale les recettes d'exportation. Les taux d'intérêt record, l'instabilité injustifiée des monnaies augmentent la dette des plus nécessiteux. Et le chômage s'étend puisque l'investissement devient plus difficile. Après avoir stagné, le développement recule et la famine s'aggrave.\

Voilà les faits. Vous les connaissez. Et vous connaissez aussi les mécanismes qui les soutiennent. La crise des agricultures s'inscrit dans le désordre général des économies du monde. - Lorsque se déploient les armes d'une domination, l'équilibre se rompt, les énergies se gaspillent. La concurrence cède le pas à l'exploitation, lorsqu'à partir d'un centre on impose à toutes les périphéries un modèle unique sans souci des besoins et des différences. Le terroir et la structure sociale sont ruinés pour longtemps. Lorsque triomphe un libéralisme de façade, ennemi des libertés vraies, le dominant oublie que l'exploitation du dominé l'entraînera lui-même dans sa chute.

- Aujourd'hui, plus que jamais, il devient suicidaire de laisser la loi du plus fort être la loi du monde. Cette nécessité d'une vision plus solidaire, je l'ai rappelée depuis bien longtemps et d'abord à Paris, ici-même, lors de la conférence des pays les moins avancés et aussi, vous avez bien voulu le rappeler monsieur le Président, à Cancun, c'était en octobre 1981, il y a déjà trois ans, lorsque les chefs d'Etat de 22 pays tentaient de donner des réponses communes aux problèmes urgents des pays du sud.

- Mon pays avait fait alors des propositions. Elles ont été approuvées, appuyées au moins verbalement. Que sont devenus les engagements précis que comportait le texte final de Cancun ? Que reste-t-il de l'analyse, unanime, du diagnostic sur l'ampleur de la pauvreté, la montée de la famine, la crise de l'endettement ? Qu'avons-nous entrepris pour relancer les négociations globales Nord-Sud, permettre une meilleure organisation des marchés mondiaux, pour stabiliser les cours des matières premières. Où en est la filiale énergie de la Banque mondiale ? Qu'a-t-on fait pour enrayer l'endettement, relancer l'appareil productif bloqué dans presque tous les pays du tiers monde et pour augmenter l'aide publique au développement, pour soutenir les efforts des plus pauvres parmi les pauvres ? Avouons-le, les résultats sont décevants, les engagements pour la plupart non tenus.\

A chaque occasion, j'ai tenté de sensibiliser l'opinion internationale à cet extraordinaire paradoxe qu'est l'abondance des surplus du Nord, tandis qu'au Sud, la production agricole décroît. Et de même, je l'ai dit à la tribune des Nations unies à New York, devant les ministres des finances et des affaires étrangères de l'OCDE, à chacun des sommets annuels des sept pays les plus industrialisés. Et mon sentiment profond n'a pas varié. Je tiens à le redire devant vous : les destins du Nord et du Sud sont liés : il n'y a pas d'issue durable à la crise pour le Nord si le développement des pays du Sud n'est pas assuré. Nombreux sont les pays qui ont reconnu avec nous l'urgence de l'organisation des marchés mondiaux, de l'augmentation des aides publiques, de la mise en oeuvre d'un développement moins dépendant et, bien sûr, de la lutte contre la faim. Or, aujourd'hui, dans tous ces domaines, les résultats restent faibles parce que les moyens sont insuffisants quand ils ne déclinent pas.

- La crise de l'endettement est telle qu'elle finit par absorber les ultimes énergies. La France - et elle n'est pas la seule - ne peut pas souscrire à une conduite de renoncement. Au cours de ces dernières années, la coopération entre les institutions financières internationales, entre les grands pays créanciers, les pays débiteurs, les banques, a sans doute permis d'éviter le pire. Et plusieurs pays très endettés ont vu s'améliorer leur situation au détriment de leur niveau de vie. Il reste que les grands problèmes demeurent. Et que celui de l'endettement, dont je parle, ne peut être résolu par les seuls rééchelonnements de la dette, même si ceux-ci couvrent plusieurs années. Les ajustements - indispensables au rétablissement des équilibres et à l'assainissement de l'économie - ne peuvent suffire. Ils ne peuvent garantir la reconstruction d'un potentiel productif, capable d'engendrer durablement des exportations et donc des recettes en devises nécessaires

au paiement des charges de la dette.\

Partout, au sein de l'Association internationale pour le développement, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de la Communauté économique européenne, nous plaidons pour un accroissement des ressources, pour le développement et pour une harmonisation entre les impératifs immédiats de l'équilibre et les nécessités à plus long terme du développement.

Ainsi, nous suggérons que les prêts de la Banque mondiale soient mieux adaptés aux besoins et nous plaidons vigoureusement en faveur d'une nouvelle allocation de droits de tirages spéciaux.

- La France aurait souhaité que, lors de la dernière assemblée du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, qui s'est tenue à Washington le mois dernier, des progrès substantiels fussent accomplis en ce sens, et cela n'a pas été possible. Pourtant, l'augmentation des ressources de l'Association internationale pour le développement est indispensable si l'on veut maintenir le volume des prêts à très bas taux d'intérêt accordé aux pays les plus pauvres et notamment à ceux d'Afrique. Le refus de certains d'augmenter leur contribution a conduit à fixer les ressources à 9 milliards de dollars seulement, c'est-à-dire que la septième AID sera amputée du quart des ressources qui lui auraient été nécessaires.

- Devant cet échec, j'ai demandé qu'au moins un fonds spécial pour l'Afrique soit mis en-place. Ce continent, le plus déshérité, frappé par la sécheresse, s'enfonce de plus en plus dans le sous-développement. Mais il n'a pas été, là non plus, possible d'aboutir. La France est prête à constituer ce fonds spécial avec ceux des pays qui le voudront. En tout cas, elle a décidé, malgré son effort propre de rigueur budgétaire, d'y consacrer déjà plus de 500 millions de francs pour 1985. Je voudrais ainsi souligner clairement l'importance que nous attachons au renforcement des institutions multilatérales, au soutien de leur action, à la coordination de leurs interventions. Au moment où se dessine la nouvelle convention de Lomé, -cadre d'une coopération exemplaire entre dix pays du nord et 64 pays du sud.\

Nous proposons d'augmenter les ressources du Fonds européen de développement en tenant compte de l'arrivée de nouveaux membres, afin que la valeur réelle des moyens du FED soit maintenue et que soit préservé l'acquis d'une coopération jugée partout comme nécessaire. Il ne s'agit pas là d'une plaidoierie, ni d'un alignement de mots, mais de convictions qui doivent être confirmées par des engagements financiers précis et concrets.

- Nous ne nous donnons pas en exemple et nous ne donnons pas de leçon. Pour notre part nous entendons consacrer, en 1985, les 0,15 % de notre PNB en faveur des pays les moins avancés, comme cela a été promis. Et nous allons vers les 0,7 % pour l'ensemble de l'aide au tiers monde, tel que cela nous avait été fixé. On ne peut que constater que si tous les partenaires, au sein de l'OCDE et les plus riches d'entre eux s'étaient engagés dans la même voie, au même rythme, l'aide publique au développement des pays de l'OCDE atteindrait plus de 37,4 milliards de dollars, c'est-à-dire 10 milliards de dollars de plus que les contributions actuelles.

- Malheureusement ces chiffres ne sont pas seulement des abstractions budgétaires & ils sont autant de rendez-vous manqués, d'urgences oubliées, de stratégies impossibles & des tragédies, des morts d'hommes, de femmes, d'enfants, qu'il s'agit désormais et par-dessus tout d'éviter.

- C'est, mesdames et messieurs, dans ce -cadre général que doit s'inscrire le plan de développement rural. Le FIDA l'a compris. Aucun projet de développement rural ne peut réussir s'il ne s'appuie sur les paysanneries, avec leurs terres, leurs environnements naturels, avec leurs modes de faire ancestraux et leurs capacités propres à produire dans le milieu qui est le leur. Ne transposons pas, nous, du nord, nos méthodes, nos habitudes de production et de consommation, dans des pays qui ont d'autres traditions, d'autres moyens, d'autres savoirs. Je ne pense pas qu'il existe des recettes universelles, que les réussites d'ici soient transposables telles quelles ailleurs. Ce serait, je le crains, nier la réalité économique et celle de la géographie et de l'histoire.\

Voilà pourquoi, il me semble que relancer les agricultures et répondre aux urgences impliquerait d'agir dans quatre directions : les prix, les importations de facteurs de production, les modes de coopération, les ressources financières. Redonner aux paysans de partout, l'envie de produire passe d'abord par l'établissement d'un système de prix réalistes.

- Nul n'ignore que la concurrence anarchique sert les intérêts des puissances économiques

- Il ne faut pas ignorer que la concurrence anarchique sert les intérêts des puissances économiques dominantes au détriment des plus démunis. Et les accords de produits peuvent contribuer utilement à régulariser les prix, lorsqu'on y consacre des moyens suffisants. Les difficultés rencontrées actuellement dans la mise en oeuvre de ces accords ne doivent pas y faire renoncer. Je pense en particulier à la stabilisation des recettes d'exportation réalisée par les mécanismes existants comme le Stabex de la convention de Lomé. L'exemple de l'accord sur le café montre clairement que l'on peut maintenir des cours rémunérateurs pour le producteur et équitables pour le consommateur.

- Au demeurant, vous le savez, une mobilisation générale est indispensable pour la mise en oeuvre des stratégies alimentaires, mobilisation dont, à mon sens, le moteur est la liberté. Liberté de s'organiser économiquement, techniquement, socialement, comme en témoignent les aspirations et les expériences de nombreuses paysanneries dans le monde.

- Mais la diversité des compétences dans les milieux professionnels, au nord comme au sud, doit être mise à profit pour appuyer ces aspirations et lancer les modalités nouvelles de coopération volontaire que j'appelle de mes vœux. Il faut que s'instaure un vrai dialogue de producteur à producteur. Depuis plusieurs années, les organisations non gouvernementales ont compris la portée d'un tel dialogue et il nous appartient de favoriser les initiatives en ce sens.

- Et pourtant ces stratégies alimentaires ne doivent pas devenir le prétexte, pour le nord, de fuir ses propres responsabilités. Que signifieraient les objectifs, hélas souvent lointains, d'autosuffisance alimentaire s'ils devaient conduire à ralentir nos programmes vitaux d'aide alimentaire indispensable à la survie de populations entières. Que signifierait la -recherche de cette sécurité alimentaire si les efforts de valorisation des productions du sud n'étaient pas accompagnés de mesures pour assurer les complémentarités régionales et corriger les déficits structurels.\

Enfin, aider la paysannerie et les agriculteurs, lutter contre la faim, c'est aussi fournir des moyens de paiement pour financer des projets ou des importations. Le FIDA est l'exemple même de l'institution utile et sans doute nécessaire au soutien des projets. C'est la raison pour laquelle cette organisation doit disposer de ressources financières plus importantes. La France a pris pendant l'été une initiative proposant un compromis pour conclure la difficile négociation sur la reconstitution des ressources de votre organisation. Je souhaite qu'une solution soit trouvée à ce problème. Notre pays donne au développement rural la première place : 35 % des concours du Fonds d'aide et de coopération et 44 % des prêts de la Caisse centrale de coopération économique leurs sont consacrés.

- Parallèlement, pour répondre aux urgences sans déstabiliser l'oeuvre productrice des paysanneries, des mécanismes financiers doivent permettre l'achat de biens alimentaires d'urgence. Vous le savez, de nombreux systèmes existent, telle la facilité alimentaire du FMI. La majorité des pays riches n'est sans doute pas favorable au développement d'un tel mécanisme. Je le sais, mais la résignation est le contraire d'une politique. Je tiens à souligner ici l'innovation très importante qui vient d'être introduite dans la coopération entre la Communauté européenne `CEE`, d'une part, et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique `pays ACP` : en acceptant le principe d'accords spécifiques pour un approvisionnement alimentaire régulier et stable des pays d'Afrique, et des autres en question, les partenaires de Lomé ont, je le crois, créé une dynamique déterminante pour la sécurité de ces pays. Nous venons nous-mêmes de réformer profondément notre politique d'aide alimentaire afin de mieux l'intégrer à l'ensemble des interventions en faveur du développement.\

Je voudrais vous dire aussi, mesdames et messieurs, qu'au-delà de la crise alimentaire, il est une autre question aussi préoccupante : la dégradation des ressources naturelles, celle des sources même de la vie : l'eau, le sol, le capital végétal, le capital animal. Pendant longtemps on a pensé que les seules régions subdésertiques étaient menacées. Désormais, partout se manifeste ce déséquilibre entre l'homme, les cultures, le bétail, le milieu naturel. Et jamais des actions isolées ne permettront de lutter contre cette dégradation du patrimoine biologique.

- Arrêter l'avance du désert nécessite des techniques, des outils, d'autant plus difficiles à mettre en oeuvre qu'ils doivent toujours demeurer au service de l'homme, premier gardien de son

terroir. Et puis le temps, dans ces domaines, ne peut pas se hâter. Il faut que les donateurs acceptent de financer des actions dont les résultats ne pourront être connus avant un très long terme. Mettons rapidement en oeuvre des moyens permettant de restaurer les équilibres entre cultures, pâturages et forêts, de sauvegarder les ressources naturelles de la production agricole - terre, eau, climat -, d'assurer une meilleure utilisation des espèces et des écosystèmes. Les pays européens travaillent à mettre en place des moyens et des procédures pour favoriser une lutte concertée contre la sécheresse et le désert. Nous appuyons de tels efforts, nous les croyons essentiels pour l'avenir de l'humanité.\

La déforestation d'aujourd'hui, c'est la sécheresse de demain et la famine d'après-demain. Mesdames et messieurs, il y a quelques mois, j'ai évoqué l'idée d'une conférence mondiale consacrée à la forêt et à la déforestation. Je réitère, ici, devant vous, mon appel : au mois de juillet 1985 doit se tenir à Mexico, sous l'égide de la FAO, un congrès mondial consacré aux problèmes forestiers.

- Je propose qu'à la suite de ce congrès une rencontre, au plus haut niveau, des responsables politiques des pays concernés par la déforestation ait lieu, peut-être à Paris, si vous le voulez, ou ailleurs. Cette conférence aurait pour objet de décider les moyens les plus efficaces pour la - recherche des essences les plus productives, l'éducation des populations au respect et à la bonne gestion de la forêt, la replantation qui suppose la mobilisation de ressources importantes. Et nous sommes prêts, nous Français, à participer à un programme régional de reforestation destiné à stopper l'avancée des sables, associant les Etats, les institutions forestières publiques et privées et les organisations non gouvernementales.\

Voilà, mesdames et messieurs, la situation telle qu'elle m'apparaît. Les espoirs qu'elle laisse entrevoir - si on le veut - car les espoirs ne deviendront réalité que si nous nous attachons à ne négliger aucun effort. Si nous saisissons toutes les occasions d'agir en commun. L'histoire de la France, comme celle de tous les autres pays industrialisés, montre qu'à la base de tout développement, on retrouve toujours l'agriculture et les ressources de la terre. Aucune puissance industrielle n'a jamais pu s'édifier sur les ruines du monde rural. Et ceux qui n'ont pas suffisamment prévu cette évolution, commencent à en ressentir les cruels effets. Et les pays du sud qui ont cherché à atteindre un niveau industriel en oubliant qu'une agriculture dynamique en était la condition, ont vu leur développement vaciller.

- On ne joue pas impunément avec les forces naturelles, avec la réalité du monde rural. Il ne faut pas oublier que c'est elle qui a bâti les civilisations, c'est son obstination, sa fidélité à elle-même, son attention aux êtres, qui ont permis le progrès dont nous vivons maintenant. On ne peut pas construire un monde sur des modernités hâtives. La modernisation, à laquelle je travaille pour mon compte, à laquelle je crois, c'est quand même une oeuvre de fidélité et d'acharnement comme on fait des semailles.

- Nous voici, monsieur le président, messieurs les gouverneurs, mesdames et messieurs, à l'un de ces moments où doit se déterminer une responsabilité collective face au drame du temps présent. Souhaitons-nous laisser, dans l'histoire, le souvenir de la science, du progrès et de la solidarité ou bien le souvenir de la faim triomphante ? La réponse nous appartient. J'espère, mais je sais aussi que rien ne se fera, sans dialogue ni sans travail.\